



Combinaison nationale des comptes du Résultat des AASQA

**Laboratoire Central de Surveillance
de la Qualité de l’Air**

**COMBINAISON NATIONALE DES COMPTES DU RESULTAT
DES AASQA**

EXERCICES 2009 A 2015

Marie-Laure MIRAMON (LCSQA - LNE)

21 Février 2017



LE LABORATOIRE CENTRAL DE SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'AIR

Le Laboratoire Central de Surveillance de la Qualité de l'Air est constitué des laboratoires de l'IMT Lille Douai, de l'INERIS et du LNE. Il mène depuis 1991 des études et des recherches à la demande du Ministère chargé de l'environnement, et en concertation avec les Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA). Ces travaux en matière de pollution atmosphérique ont été financés par la Direction Générale de l'Énergie et du Climat (bureau de la qualité de l'air) du Ministère chargé de l'Environnement. Ils sont réalisés avec le souci constant d'améliorer le dispositif de surveillance de la qualité de l'air en France en apportant un appui scientifique et technique au ministère et aux AASQA.

L'objectif principal du LCSQA est de participer à l'amélioration de la qualité des mesures effectuées dans l'air ambiant, depuis le prélèvement des échantillons jusqu'au traitement des données issues des mesures. Cette action est menée dans le cadre des réglementations nationales et européennes mais aussi dans un cadre plus prospectif destiné à fournir aux AASQA de nouveaux outils permettant d'anticiper les évolutions futures.

TABLE DES MATIERES

CONTEXTE DE L'ETUDE.....	5
RESERVES	5
REMERCIEMENTS ET COLLABORATIONS	6
1. RESULTATS OBTENUS	7
1.1 Compte de Résultat combiné	7
1.1.1 Charges (dépenses)	7
1.1.2 Produits (recettes)	9
1.2 Indicateurs du coût de la surveillance (par habitant, par km ²)	15
2. SYNTHESE DES RESULTATS OBSERVES.....	17
3. LISTE DES ANNEXES.....	17
3.1 <u>Annexe 1</u> : tableau des montants « Fonctionnement et Investissement » [2013-2015].....	18
3.2 <u>Annexe 2</u> : comparaison des recettes (fonctionnement et investissement) issues notamment de la DGEC, de la TGAP et des collectivités sur la période [2013-2015]	19
3.2.1 Evolution des montants globaux	19
3.2.2 Focus sur les subventions en fonctionnement et en investissement (hors prestations, dons et cotisations) apportées par les 3 principaux contributeurs : DGEC, collectivités et TGAP des entreprises assujetties	21
3.3 <u>Annexe 3</u> : tableau des « calculs intermédiaires » sur la période [2009-2015]	23

CONTEXTE DE L'ETUDE

A la demande du MEEM, les **données comptables du RESULTAT** fournies par les AASQA lors des demandes annuelles de subventions ont été agrégées afin d'avoir une vision synthétique de **coût national de la surveillance** et de mieux appréhender son évolution.

Le périmètre de la combinaison des comptes du RESULTAT comprend l'ensemble des comptes des AASQA et des structures rattachées de coopérations (GIE LIC). En revanche, ne sont pas compris les comptes de SCALAIR et d'ATMO France.

L'étude présente pour le niveau national :

- une analyse des grandes masses de dépenses (comptes de classe 6 du Résultat) avec un focus sur les charges de personnel qui représentent près de 2/3 tiers du coût de la surveillance (*hors amortissements*) [= > § 1.1.1. *Charges (dépenses)*] ;
- une analyse des recettes (comptes de classe 7 du Résultat) : cette étude traite aussi bien de l'origine des financements (subventions, dons et cotisations, prestations) que de leur répartition selon les quatre collèges contributeurs (Etat, collectivités, entreprises, « autres ») [= > § 1.1.2. *Produits (recettes)*] ;
- le calcul d'indicateurs tels le coût de la surveillance par habitant et par km² [= > § 1.2. *Indicateurs du coût de la surveillance*].

Une analyse plus fine de la répartition des financements en fonctionnement et en investissement selon les principaux contributeurs (DGEC, TGAP, collectivités) figure également dans l'annexe 3 du document.

RESERVES

La combinaison des comptes 2009 à 2011 n'est pas un travail certifié par un Commissaire aux comptes.

Le LCSQA n'a pas pour mission de vérifier la régularité et la sincérité des documents comptables produits par les AASQA et il ne peut assurer, en l'absence d'un Commissaire aux comptes dédié à la combinaison, qu'il s'agit de documents certifiés.

En outre, les opérations inter-AASQA n'ont pas fait l'objet de retraitement (ce retraitement ayant pour but la neutralisation des opérations inter-AASQA) par les Responsables Administratifs et Financiers qui s'impliquent généralement dans ce travail de consolidation nationale des comptes et qui s'assurent, par la même occasion, de la bonne application du guide méthodologique comptable. Ces opérations de mutualisation avoisinent les 1,2 M€ en moyenne chaque année (soit moins de 2% du total des charges).

Aussi, il est important de noter que les données ont été traitées manuellement sous Excel à partir des données brutes disséminées dans plus de 200 fichiers. Certes, des tests de vérification et de cohérence des données agrégées ont été utilisés à différentes étapes de la consolidation afin d'éviter les erreurs de manipulation mais il peut toutefois en subsister quelques-unes.

In fine, la fiabilité des résultats produits peut-être estimée à près de 95 %.

En conséquence, il importe de cantonner la communication du résultat de ce travail à un usage interne et/ou d'apposer toutes les réserves utiles à la communication externe de ces données comptables consolidées.

REMERCIEMENTS ET COLLABORATIONS

Le sous GT PNSQA/PRSQA « *suivi économique* », représenté par Marie-Blanche PERSONNAZ, a apporté les compléments d'informations utiles à l'analyse des données brutes. Il a notamment fourni les éclairages nécessaires à une meilleure compréhension de la répartition et de l'évolution des grandes masses de dépenses et de produits.

1. RESULTATS OBTENUS

1.1 Compte de Résultat combiné

1.1.1 Charges (dépenses)

a) Evolution des dépenses de fonctionnement sur la période 2009-2015

CHARGES - DEPENSES	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Achats (60)	3 338 K€	3 295 K€	2 777 K€	3 069 K€	3 069 K€	3 171 K€	3 226 K€
Sous-Traitance (61)	8 940 K€	9 824 K€	9 203 K€	9 527 K€	10 046 K€	10 489 K€	10 616 K€
Honoraires (62-621)	3 925 K€	3 777 K€	3 727 K€	3 859 K€	4 275 K€	4 253 K€	4 784 K€
Impôts & taxes (63)	1 937 K€	2 105 K€	2 121 K€	2 367 K€	2 565 K€	2 304 K€	2 450 K€
Personnel (621+64)	24 813 K€	26 205 K€	26 707 K€	28 808 K€	29 827 K€	31 345 K€	33 044 K€
Autres Charges (65+66+67)	737 K€	567 K€	412 K€	462 K€	641 K€	424 K€	1 175 K€
Dotations Amortissements + Fonds dédiés (681+689)	8 729 K€	9 160 K€	9 055 K€	10 058 K€	10 437 K€	11 696 K€	11 884 K€
Total exploitation	52 421 K€	54 933 K€	54 002 K€	58 151 K€	60 861 K€	63 683 K€	67 179 K€
Charges financières (66+686)	186 K€	92 K€	124 K€	120 K€	104 K€	64 K€	61 K€
Charges exceptionnelles (67+687)	548 K€	175 K€	277 K€	320 K€	546 K€	341 K€	882 K€
Impôt sur les bénéfices (69)	11 K€	13 K€	623 K€	53 K€	56 K€	45 K€	75 K€
TOTAL CHARGES	53 165 K€	55 212 K€	55 026 K€	58 644 K€	61 568 K€	64 133 K€	68 198 K€
RESULTAT (bénéfice)	-276 K€	135 K€	-228 K€	-599 K€	-29 K€	-49 K€	-405 K€
Mise à disposition (86)	185 K€	243 K€	391 K€	452 K€	256 K€	370 K€	431 K€

Les charges d'exploitation des AASQA, dotations aux amortissements et fonds dédiés compris [(i)+(ii), [Tableau 1](#)] ou non [(i), [Tableau 1](#)], après un léger repli en 2011 (-2% entre 2010 et 2011), progressent en moyenne d'environ 5% par an depuis 2009. Elles ont progressé de 27 à 28% entre 2009 et 2015 et de 23 à 24% sur la période du dernier PRSQA 2011-2015.

En 2015, les charges d'exploitation atteignent 67 M€ dont 12 M€ sont imputables aux amortissements et aux fonds dédiés.

Les amortissements et fonds dédiés ont également progressé de 36% depuis 2009 et de 31% depuis 2011.

	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2015 vs 2009	2015 vs 2011
(i) Total exploitation (hors Dotations Amortissements et Fonds dédiés)	43 691 K€	45 773 K€	44 947 K€	48 093 K€	50 424 K€	51 987 K€	55 295 K€		
variation N+1 versus N		5%	-2%	7%	5%	3%	6%	27%	23%
(ii) Dotations Amortissements + Fonds dédiés	8 729 K€	9 160 K€	9 055 K€	10 058 K€	10 437 K€	11 696 K€	11 884 K€		
variation N+1 versus N		5%	-1%	11%	4%	12%	2%	36%	31%
[(i)+(ii)] Total exploitation (y compris Dotations aux Amortissements et Fonds dédiés)	52 421 K€	54 933 K€	54 002 K€	58 151 K€	60 861 K€	63 683 K€	67 179 K€		
variation N+1 versus N		5%	-2%	8%	5%	5%	5%	28%	24%

Tableau 1 : évolution des charges d'exploitation et des dotations aux amortissements

b) Dépenses de fonctionnement par nature de charges (hors dotations aux amortissements)

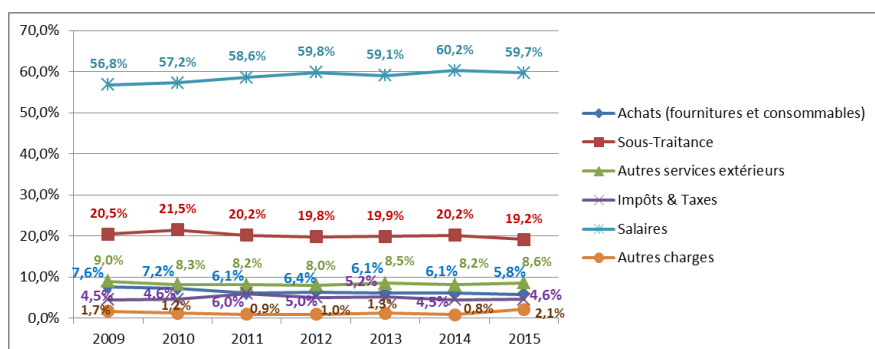


Figure 1 : évolution des charges de fonctionnement (%) (hors dotations aux amortissements) sur la période [2009-2015]

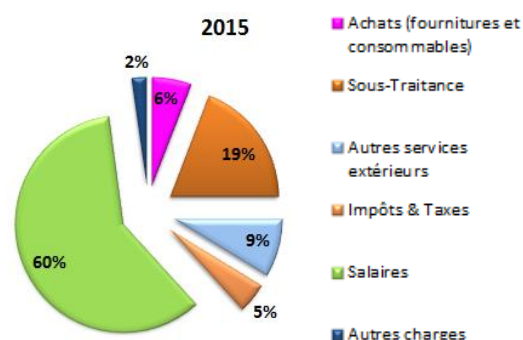


Figure 2 : répartition des charges de fonctionnement (hors dotations aux amortissements) en 2015

La structure des dépenses reste stable d'une année sur l'autre (Figure 1). Aucune modification significative n'est à noter sur la période [2009-2015].

c) Focus sur les charges de personnel

Les **charges salariales** [(2) « Coût salarial global », Tableau 2 - 35,3 M€ en 2015 - montant composé des comptes : 64. Charge de personnel (*rémunérations, charges sociales*) ; 621. Personnel extérieur à l'entreprise ; 63 : Impôts, taxes et versements assimilés] représentent le poste de dépenses le plus important avec une part de **64% sur le TOTAL des charges d'exploitation** depuis 2011 (hors dotations aux amortissements).

Sur le dernier PRSQA 2011-2015, le coût salarial global [(2), Tableau 2], comme le TOTAL des charges d'exploitation, a progressé de 23% (soit une progression moyenne annuelle de 5%). Sur la même période, les effectifs (exprimés en « *Equivalent Temps Plein* » ou ETP) ont progressé de 12% (soit +3% par an en moyenne) (voir Figure 3).

	2 009	% du TOTAL exploitation	2 010	% du TOTAL exploitation	2 011	% du TOTAL exploitation	2 012	% du TOTAL exploitation	2 013	% du TOTAL exploitation	2 014	% du TOTAL exploitation	2 015	% du TOTAL exploitation	2015 vs 2009	2015 vs 2011
Total exploitation (hors Dotations Amortissements et Fonds dédiés)	43 691 K€	100%	45 773 K€	100%	44 947 K€	100%	48 093 K€	100%	50 424 K€	100%	51 987 K€	100%	55 295 K€	100%	27%	23%
variation N+1 versus N			5%		-2%		7%		5%		3%		6%			
(1) Charges de personnel hors impôts, taxes et versements assimilés (64+621)	24 813 K€		26 205 K€		26 707 K€		28 808 K€		29 827 K€		31 345 K€		33 044 K€			
variation N+1 versus N			6%		2%		8%		4%		5%		5%		33%	24%
(2) Coût salarial global impôts, taxes et versements assimilés compris (64+621+631+633)	26 601 K€	61%	28 123 K€	61%	28 670 K€	64%	31 019 K€	64%	32 173 K€	64%	33 495 K€	64%	35 323 K€	64%	33%	23%
variation N+1 versus N			6%		2%		8%		4%		4%		5%		33%	23%
(3) Effectifs ETP	442,4		446,8		473,7		488,9		501,6		501,6		528,9			
variation N+1 versus N			1%		6%		3%		3%		0%		5%		20%	12%
[(2)/(3)] Coût salarial global / Effectif ETP	60 K€		63 K€		61 K€		63 K€		64 K€		67 K€		67 K€		11%	10%
variation N+1 versus N			5%		-4%		5%		1%		4%		0%			

Tableau 2 : évolution des charges de personnel et des effectifs ETP

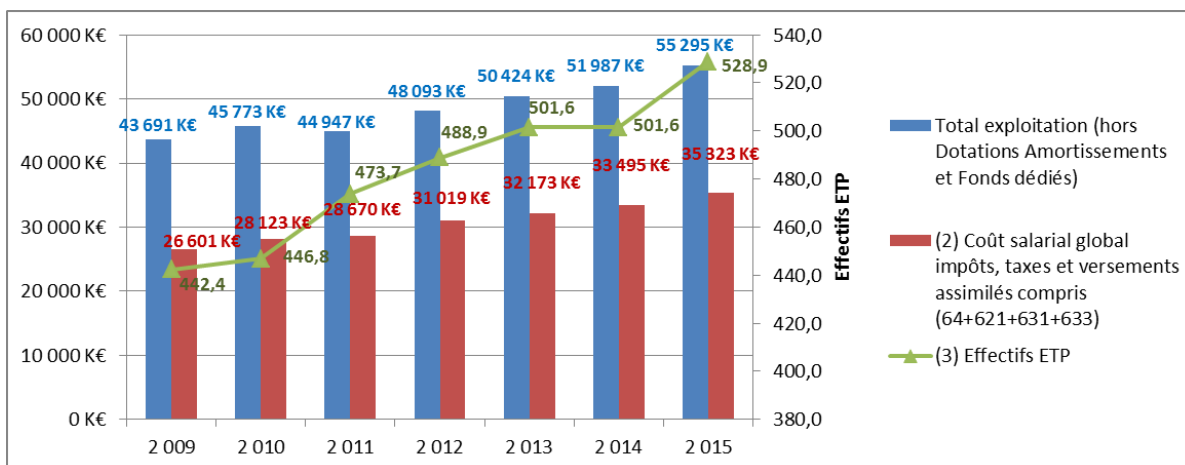


Figure 3 : représentation de l'évolution des effectifs (ETP) et des charges de personnels associées sur la période 2009-2015

Le coût moyen par salarié ETP a également progressé de 10% sur 2011-2015 (soit +2% à +3% par an en moyenne). En 2015, le coût salarial annuel par ETP est en moyenne de 67 k€.

1.1.2 Produits (recettes)

a) Evolution des recettes de fonctionnement sur la période 2009-2015

PRODUITS - RECETTES	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Prestations (70)	2 962 K€	3 909 K€	3 558 K€	3 351 K€	3 215 K€	3 059 K€	2 949 K€
Production immobilisé (72)	55 K€	101 K€	5 K€	0 K€	0 K€	0 K€	6 K€
Subventions ETAT	15 193 K€	16 605 K€	16 365 K€	16 684 K€	16 001 K€	16 833 K€	16 502 K€
Subventions COLLECTIVITES	9 597 K€	10 086 K€	9 474 K€	9 045 K€	9 055 K€	8 911 K€	8 804 K€
Subventions TGAP	11 071 K€	11 698 K€	11 380 K€	13 963 K€	16 022 K€	17 827 K€	20 467 K€
Subventions Autres	1 915 K€	1 272 K€	1 426 K€	1 231 K€	1 444 K€	1 103 K€	926 K€
Dons & cotisations (75-757)	3 016 K€	2 168 K€	2 234 K€	4 216 K€	4 622 K€	5 068 K€	5 492 K€
Quote-part subventions virées au résultat (757)	5 943 K€	5 901 K€	5 921 K€	6 642 K€	7 480 K€	7 529 K€	7 424 K€
Reprises amort. Provisions fds dédiés (781+789)	1 005 K€	1 388 K€	1 757 K€	1 219 K€	1 230 K€	1 756 K€	2 327 K€
Transferts de charges (79)	1 117 K€	1 603 K€	1 914 K€	980 K€	1 102 K€	1 115 K€	1 226 K€
Total exploitation	51 874 K€	54 731 K€	54 032 K€	57 330 K€	60 171 K€	63 201 K€	66 124 K€
Produits financiers (76)	602 K€	396 K€	354 K€	427 K€	400 K€	347 K€	289 K€
Produits Exceptionnels (77+787)	413 K€	219 K€	413 K€	287 K€	968 K€	535 K€	1 380 K€
TOTAL PRODUITS	52 889 K€	55 347 K€	54 798 K€	58 045 K€	61 538 K€	64 084 K€	67 793 K€
RESULTAT (perte)	-276 K€	135 K€	-228 K€	-599 K€	-29 K€	-49 K€	-405 K€
Mise à disposition (87)	185 K€	236 K€	390 K€	415 K€	219 K€	375 K€	431 K€

Les recettes de fonctionnement (TOTAL PRODUITS) des AASQA ont progressé de 28% entre 2009 et 2015 et de 24% sur la période du PRSQA 2011-2015.

Les produits d'exploitation représentent chaque année près de 98% du TOTAL des produits de fonctionnement, le restant étant attribuable aux produits financiers (moins de 0,5%) et aux produits exceptionnels (moins de 2%).

b) Recettes de fonctionnement par nature (hors quote-part subv. et reprises)

Les subventions d'exploitation constituent la principale source de financement des AASQA et représentent jusqu'à 75% (Figure 4) du TOTAL des produits d'exploitation (Figure 5 : 73% en 2015). Les dons et cotisations contribuent pour 20% du financement depuis 2012. Quant aux études et aux prestations, elles apportent environ 5% des ressources de financement.

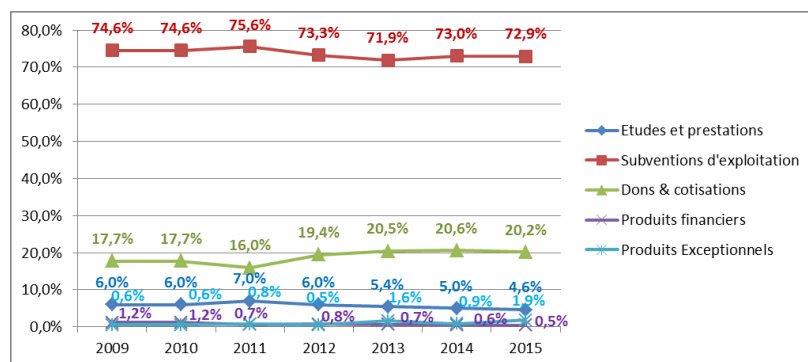


Figure 4 : évolution des recettes de fonctionnement (%) (hors quote-part subv. et reprises) sur la période 2009-2015

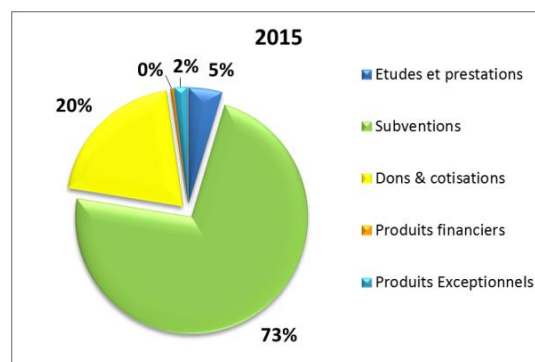


Figure 5 : répartition des charges de fonctionnement (hors quote-part subv. et reprises) en 2015

c) Focus sur le TOTAL des produits d'exploitation (prestations, dons, cotisations, subventions d'exploitation, quote-part)

Le **TOTAL des produits d'exploitation** (B, Tableau 3) a progressé de 22% sur la période [2011-2015] et de 27% entre 2009 et 2015. Il est réparti pour **84%** sur les études et prestations (a), les subventions (b) ainsi que les dons et cotisations (c) (A, Tableau 3). Le restant est attribué pour **11%** à la « Quote-part de subventions virées au compte du Résultat » (d) (i.e. la reprise de l'amortissement de la subvention d'investissement versée par l'Etat dans les comptes de produits) et **5%** pour les transferts de charge et la reprise de l'amortissement des provisions et fonds dédiés (non indiqués dans le Tableau 3).

- **(a) Les recettes dégagées par des études et/ou des prestations** (2,9 M€ en 2015 - Figure 6) diminuent quant à elles d'année en année, de l'ordre de 5% en moyenne et ne représentent en 2015 que 5% du TOTAL des produits d'exploitation* (55,1 M€ en 2015 - A, Tableau 3).
- **(b) Les subventions d'exploitation** (46,7 M€ en 2015 - Figure 6) ont progressé de 21% sur la période du PRSQA 2011-2015 pour atteindre 46,7 M€ en 2015, soit 85% du (*) TOTAL des produits d'exploitation.
- **(c) Les dons et cotisations** (5,5 M€ en 2015 - Figure 6), après une forte hausse en 2012 (+89% versus 2011), progressent en moyenne de 5% par an et constituent 10% du (*) TOTAL des produits d'exploitation.
- **(d) La quote-part de subventions virées au compte du Résultat** (7,4 M€ en 2015) se stabilise depuis 2014 alors qu'elle avait progressé de 12 à 13% en 2012 et 2013.

	2 009			2 010			2 011			2 012			2 013			2 014			2 015			2015 vs 2009	2015 vs 2011
(a) Prestations	2 962 K€	7%		3 909 K€	9%		3 558 K€	8%		3 351 K€	7%		3 215 K€	6%		3 059 K€	6%		2 949 K€	5%		0%	-17%
variation N+1 versus N					32%			-9%			-6%			-4%			-5%			-4%			
(b) subventions d'exploitation	37 777 K€	86%		39 661 K€	87%		38 645 K€	87%		40 923 K€	84%		42 522 K€	84%		44 674 K€	85%		46 699 K€	85%		24%	21%
variation N+1 versus N					5%			-3%			6%			4%			5%			5%			
(c) Dons & cotisations	3 016 K€	7%		2 168 K€	5%		2 234 K€	5%		4 216 K€	9%		4 622 K€	9%		5 068 K€	10%		5 492 K€	10%		82%	146%
variation N+1 versus N					-28%			3%			89%			10%			10%			8%			
A. TOTAL produits d'exploitation (hors Prod. Immob., Quote-part de subv., Reprises et Transferts de charges) [a+b+c]	43 755 K€	100%	84%	45 738 K€	100%	84%	44 436 K€	100%	82%	48 489 K€	100%	85%	50 359 K€	100%	84%	52 801 K€	100%	84%	55 140 K€	100%	83%	26%	24%
variation N+1 versus N					5%			-3%			9%			4%			5%			4%			
(d) Quote-part subventions virées au résultat	5 943 K€		11%	5 901 K€		11%	5 921 K€		11%	6 642 K€		12%	7 480 K€		12%	7 529 K€		12%	7 424 K€		11%	25%	25%
variation N+1 versus N					-1%			0%			12%			13%			1%			-1%			
B. TOTAL produits d'exploitation	51 874 K€	100%		54 731 K€	100%		54 032 K€	100%		57 330 K€	100%		60 171 K€	100%		63 201 K€	100%		66 124 K€	100%		27%	22%
variation N+1 versus N					6%			-1%			6%			5%			5%			5%			

Tableau 3 : répartition des produits d'exploitation et évolution sur la période 2009-2015

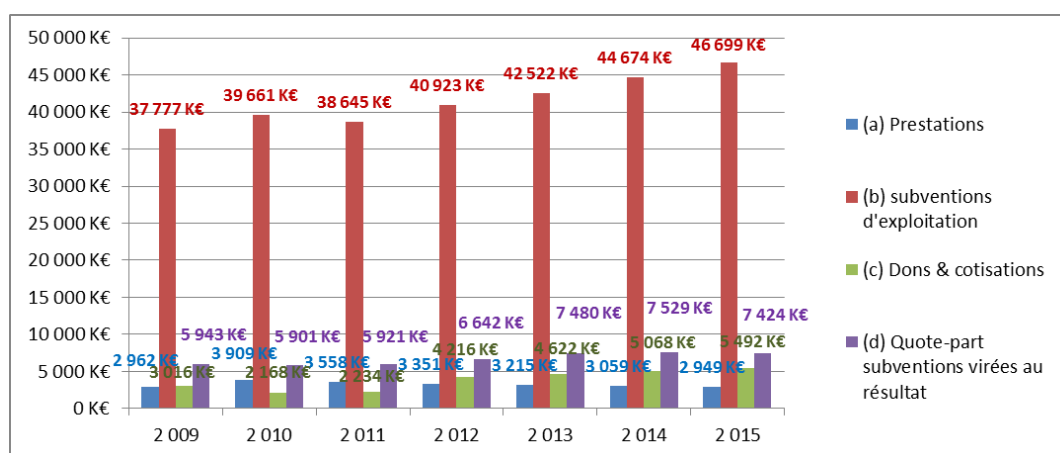


Figure 6 : évolution du montant des principales sources de financement des AASQA

d) Répartition des subventions d'exploitation par chaque collège (compte 74 uniquement) sur [2009-2015]

L'évolution du montant de la subvention pour le fonctionnement (compte 74, subventions affectées et non affectées) sur la période [2009-2015] est à la hausse depuis 2011 (progression de 21% sur le dernier PRSQA – 46,7 M€ en 2015). Cette évolution cache cependant une certaine disparité selon le collège considéré (Tableau 4, Figure 7, Figure 8) :

- la subvention de **l'Etat** (DGEC, autres ministères, Ademe), après une progression de 9% entre 2009 et 2010, est stable depuis 2011 (en 2015 : 16,5 M€, soit 35% du TOTAL) ;
- la subvention des **collectivités** ne cesse de décroître depuis 2010 ; elle a perdu près de 8% entre 2010 et 2015 (en 2015 : 8,8 M€, soit 19% du TOTAL) ;
- en revanche, la subvention issue de la **TGAP** connaît une forte progression depuis 2013 avec une augmentation de 80% entre 2011 et 2015 (en 2015 : 20,5 M€, soit 44% du TOTAL) ; la progression de la TGAP compense la diminution des autres sources de financements ;
- quant aux « **Autres** » subventions (provenant du 4^{ème} collège), elles ne représentent en 2015 que 2% du TOTAL des subventions (moins de 1 M€) et tendent à décroître.

	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2015 vs 2009	2015 vs 2011
(a) Subventions ETAT	15 193 K€	16 605 K€	16 365 K€	16 684 K€	16 001 K€	16 833 K€	16 502 K€		
variation N+1 versus N		9%	-1%	2%	-4%	5%	-2%	9%	1%
(b) Subventions COLLECTIVITES	9 597 K€	10 086 K€	9 474 K€	9 045 K€	9 055 K€	8 911 K€	8 804 K€		
variation N+1 versus N		5%	-6%	-5%	0%	-2%	-1%	-8%	-7%
(c) Subventions TGAP	11 071 K€	11 698 K€	11 380 K€	13 963 K€	16 022 K€	17 827 K€	20 467 K€		
variation N+1 versus N		6%	-3%	23%	15%	11%	15%	85%	80%
(d) Subventions Autres	1 915 K€	1 272 K€	1 426 K€	1 231 K€	1 444 K€	1 103 K€	926 K€		
variation N+1 versus N		-34%	12%	-14%	17%	-24%	-16%	-52%	-35%
TOTAL Subventions d'exploitation [a+b+c+d]	37 777 K€	39 661 K€	38 645 K€	40 923 K€	42 522 K€	44 674 K€	46 699 K€		
variation N+1 versus N		5%	-3%	6%	4%	5%	5%	24%	21%

Tableau 4 : évolution du montant de la subvention en fonctionnement (compte 74) apportée par chaque collège sur la période [2009-2015]

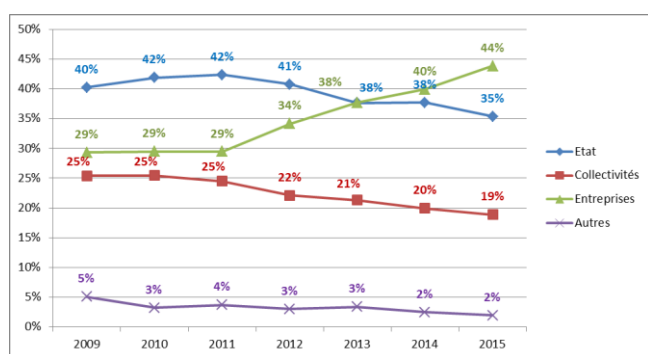


Figure 7 : évolution de la répartition (%) des subventions de fonctionnement par collège sur la période [2009-2015]

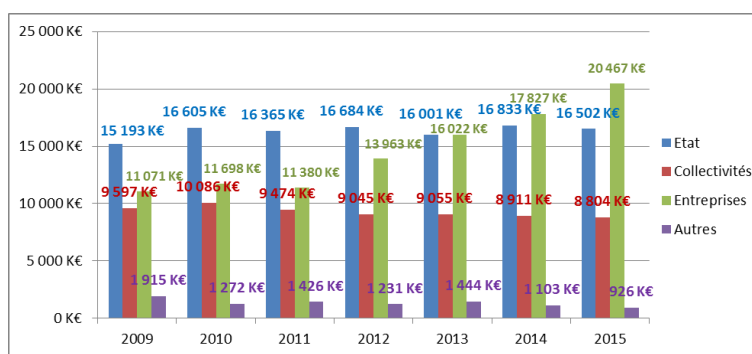


Figure 8 : évolution du montant (k€) de la subvention versée par chaque collège sur la période [2009-2015]

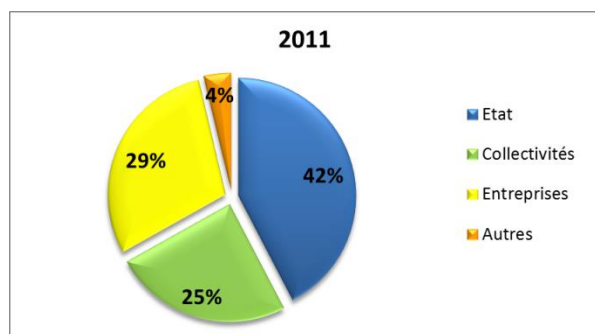


Figure 9 : répartition des subventions de fonctionnement selon les 4 collèges en 2011

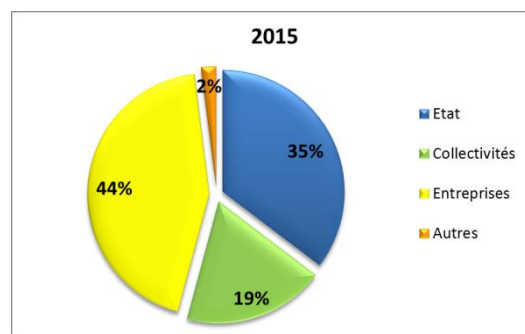


Figure 10 : répartition des subventions de fonctionnement selon les 4 collèges en 2015

In fine, la progression de TGAP sur le dernier PRSQA 2011-2015 induit une modification sensible dans la répartition des subventions de fonctionnement apportées par chaque collège. Alors que la part de la TGAP a progressé de 15% entre 2011 et 2015, les parts des collectivités et de l'Etat (bien que leurs montants soit relativement stables) ont diminué respectivement de 6% et de 7%.

En 2015, l'Etat apporte ainsi 35% soit le tiers de la subvention en fonctionnement des AASQA.

e) Répartition des financements en fonctionnement apportés par chaque collège (comptes 74. Subvention d'exploitation et 754. Dons et 756. Cotisations) sur [2009-2015]

L'ajout des dons et cotisations (compte 75) aux subventions de fonctionnement (compte 74) met en évidence la même progression (exprimée en % ou en k€) que celle constatée au niveau des subventions prises séparément [voir paragraphe (d) précédent] pour l'Etat, les entreprises et les « Autres » excepté pour les collectivités (Tableau 5).

Pour les collectivités, il est observé une hausse de 13% du financement sur [2011-2015] avec cependant une tendance à la stabilisation sur les deux dernières années.

In fine, l'évaluation du montant global des financements, incluant les dons et cotisations, révèle une progression de 27% sur le dernier PRSQA (21% dans le cas où seules les subventions sont considérées, Tableau 4).

	2009		2010		2011		2012		2013		2014		2015	2015 vs 2009	2015 vs 2011
(a) Etat (Subv. 741, Cotisations 756) (k€)	17 306	43%	16 605	40%	16 365	40%	16 684	37%	16 003	34%	16 833	34%	16 502	-5%	1%
variation N+1 versus N			-4%		-1%		2%		-4%		5%		-2%		
(b) Collectivités (Subv. 742, Cotisations 756) (k€)	9 597	24%	11 233	27%	10 572	26%	11 688	26%	12 078	26%	11 983	24%	11 901	24%	13%
variation N+1 versus N			17%		-6%		11%		3%		-1%		-1%		
(c) Entreprises (Subv. 743, Dons 754, Cotisations 756) (k€)	11 599	29%	12 653	30%	12 427	30%	15 494	34%	17 599	37%	19 758	40%	22 595	95%	82%
variation N+1 versus N			9%		-2%		25%		14%		12%		14%		
(d) Autres (Subv. 745, Cotisations 756) (k€)	1 915	5%	1 295	3%	1 453	4%	1 249	3%	1 461	3%	1 124	2%	932	-51%	-36%
variation N+1 versus N			-32%		12%		-14%		17%		-23%		-17%		
TOTAL (Subv., Dons, Cotisations) (k€) [a+b+c+d]	40 417	100%	41 786	100%	40 817	100%	45 115	100%	47 141	100%	49 698	100%	51 931	28%	27%
variation N+1 versus N			3%		-2%		11%		4%		5%		4%		

Tableau 5 : évolution de la somme des montants (k€) des « subventions en fonctionnement » (compte 74) et des « dons et cotisations » (compte 75) apportés par chaque collège sur la période [2009-2015]

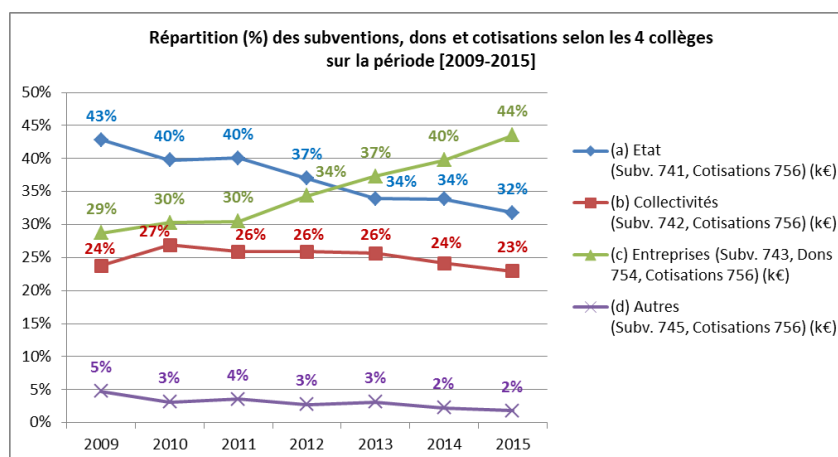


Figure 11 : répartition (%) des subventions de fonctionnement des dons et des cotisations par collège (%) sur la période [2009-2015]

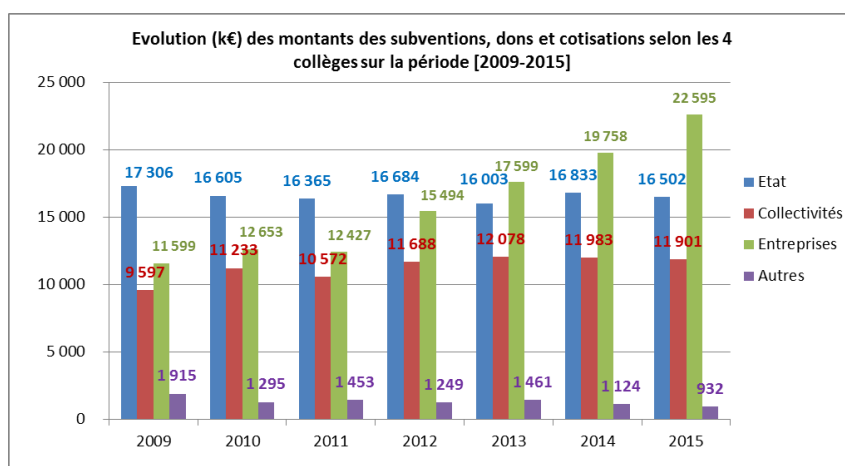


Figure 12 . évolution (k€) des subventions de fonctionnement des dons et des cotisations par collège (%) sur la période [2009-2015]

b) Répartition des financements en fonctionnement (Subv., Dons, Cotisations) et en investissement apportés par chaque collège sur [2013-2015]

La prise en compte de l'investissement dans l'analyse des financements (voir § 3.1. Annexe 1 : tableau des valeurs) confirme la tendance observée précédemment à savoir :

- la nette progression des financements (k€) apportés par les entreprises (près de 6 k€ supplémentaires en 3 ans) et le maintien de ceux issus de l'Etat et des collectivités ;
- avec pour conséquence, la part croissance (et désormais majoritaire) des entreprises dans la répartition des financements entre les 4 collèges.

En 2015, la répartition des financements est de 44% pour les entreprises, 31% pour l'Etat, 23% pour les collectivités et 2% pour les « Autres » financeurs.

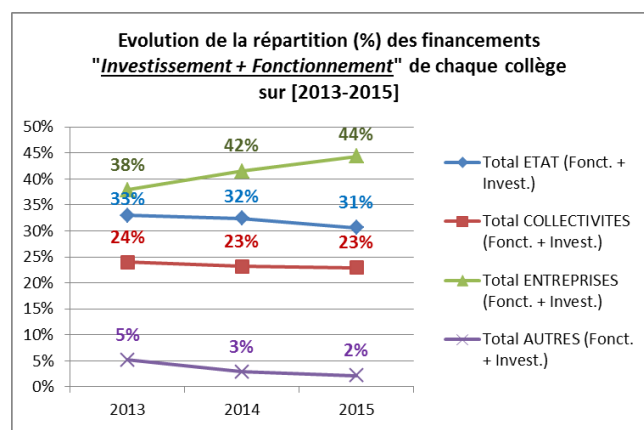


Figure 13 : répartition (%) des financements selon les 4 collèges sur [2013-2015]

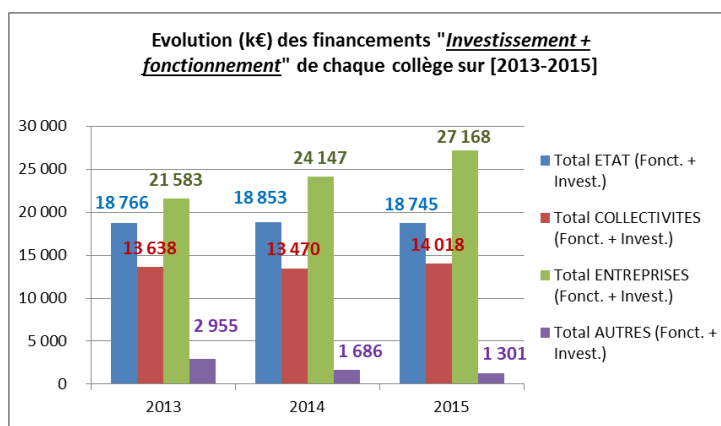


Figure 14 : montants (k€) des financements apportés par les 4 collèges sur [2013-2015]

1.2 Indicateurs du coût de la surveillance (par habitant, par km²)

Les **coûts de la surveillance** [i.e. les charges de fonctionnement (comptes 6) retranchées des transferts de charges (compte 79) relatives aux opérations de services inter-AASQA, avec ou sans les dotations aux amortissements (compte 681] ont été calculés **par habitant** (i et ii, Tableau 6, Figure 15) et **par unité de surface** (par km² - iii et iv, Tableau 6, Figure 16).

		2009	2010	2011	2012	2013*	2014	2015	2015 vs 2009	2015 vs 2011
Coût de la surveillance (€)										
6-68-79 [Total charges (6) - Dotations aux amortissements et aux provisions (68) - Transferts de charges (79)]	Coût de fonctionnement (hors 68 et 79)	42 585 177	44 182 406	43 656 770	47 165 433	49 901 928	50 916 923	54 144 419	27%	24%
681 [Dotations aux amortissements et provisions (charges d'exploitation)]	Coût d'amortissement (681)	8 097 028	8 092 322	8 333 291	8 814 212	9 301 603	10 085 373	10 162 675	26%	22%
Coût par habitant (€)										
Nombre d'habitants	Population	64 304 500	64 612 939	64 933 400	65 453 886	65 453 886	65 453 886	65 468 156	2%	1%
[(6)-(68)-(79)] / population (i)	Coût de fonctionnement (hors dotations aux amortissements et transfert de charges) par habitant	0,66	0,68	0,67	0,72	0,76	0,78	0,83	25%	23%
(681) / population (ii)	Coût d'amortissement par habitant	0,13	0,13	0,13	0,13	0,14	0,15	0,16	23%	21%
somme (i+ii)	Coût total par habitant (hors transferts de charges)	0,79	0,81	0,80	0,86	0,90	0,93	0,98	25%	23%
	variation N+1 versus N		3%	-1%	7%	6%	3%	5%		
Coût par km² (€)										
Nombre de km²	Superficie	636 955	636 955	636 955	636 955	637 329	637 329	637 329	0%	0%
[(6)-(68)-(79)] / superficie (iii)	Coût de fonctionnement (hors dotations aux amortissements et transfert de charges) au km ²	66,86	69,37	68,54	74,05	78,30	79,89	84,96	27%	24%
(681) / superficie (iv)	Coût d'amortissement au km ²	12,71	12,70	13,08	13,84	14,59	15,82	15,95	25%	22%
somme (iii + iv)	Coût total par km ² (hors transferts de charges)	79,57	82,07	81,62	87,89	92,89	95,72	100,90	27%	24%
	variation N+1 versus N		3%	-1%	8%	6%	3%	5%		

(*) : à partir de 2013, la Mayotte est prise en compte dans les calculs bien que l'AASQA n'a présenté son premier compte clos qu'en 2014

Tableau 6 : évaluation du coût (€) de la surveillance par habitant (i+ii) et par km² (iii+iv) sur la période [2009-2015]

En 2015, le **coût de la surveillance par habitant** atteint les **0,98 €** (dont 0,16 €/hab. d'amortissement) (Figure 15). Il a progressé de 23% sur le dernier PRSQA 2011-2015 (+5% par an en moyenne) et de 25% depuis 2009, en considérant ou non les dotations aux amortissements.

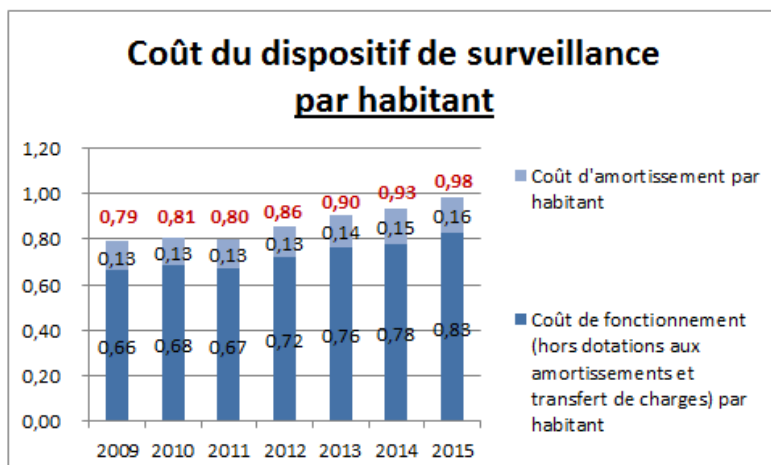


Figure 15 . évolution (€) du coût de la surveillance (avec ou sans dotations aux amortissements) **par habitant** sur la période [2009-2015]

Le **coût de la surveillance par km²** atteint quant à lui **100,90 €** (dont 15,95 €/km² d'amortissement) en 2015 (Figure 16) et a également progressé de 24% sur le dernier PRSQA.

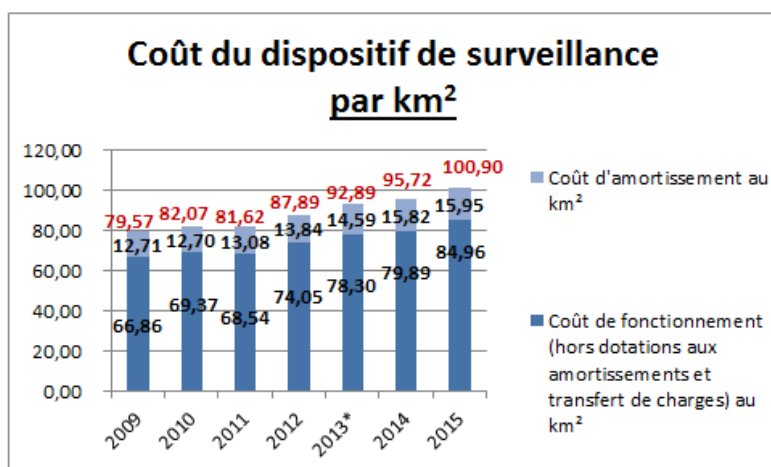


Figure 16 . évolution (€) du coût de la surveillance (avec ou sans dotations aux amortissements) **par km²** sur la période [-2015]

2. SYNTHÈSE DES RESULTATS OBSERVES

L'étude au niveau national du compte du RESULTAT sur la période [2009-2015] révèle une progression de 24% du coût de la surveillance (près de +5% par an en moyenne). Ainsi, en 2015, le coût de la surveillance est en moyenne de 0,98 € par habitant ([Figure 15](#)) et de 100 € par km² ([Figure 16](#)).

Cette augmentation de coût de la surveillance s'explique principalement par la progression des charges de personnel (+23% sur le dernier PRSQA [2011-2015]) qui pèsent pour 64% des charges d'exploitation. Cette hausse des charges de personnel tient compte à la fois de l'augmentation des effectifs (« *Equivalent Temps Plein* » ou ETP) (+12% sur [2011-2015]) mais aussi de l'évolution des rémunérations (valeur du point et avancements/promotions) conformément à la Convention collective appliquée par les AASQA ([Figure 3](#)).

Concernant les financements (ou recettes de fonctionnement), ils ont pour principales origines en 2015 ([Figure 5](#)) :

- les subventions d'exploitation (dont la TGAP émanant des entreprises) : 74%
- les dons et cotisations : 20%
- les études et autres prestations : 5%
- les produits financiers : 2%

Alors que les études et prestations tendent à décroître depuis 2011 (-17%), les subventions d'exploitation (+21%), les dons et cotisations (dont le montant en 2011 a plus que doublé) progressent chaque année ([Tableau 3](#), [Figure 6](#)).

En outre, en confondant les subventions d'exploitation avec les dons et cotisations pour chacun des 4 collèges, il apparaît que la contribution des entreprises (apportée à plus de 70% sous forme de TGAP : Annexe 3, § 3.2.2.) ([Figure 11](#), [Figure 12](#)) ne cesse d'augmenter (+82% sur le dernier PRSQA). Quant aux montants en fonctionnement apportés par l'Etat (dont plus de 90% sont issus de la DGEC) et les collectivités, ils semblent s'être stabilisés depuis 2010. En 2015, la répartition entre les différents collèges est de 32% pour l'Etat, 23% pour les collectivités, 44% pour les entreprises et 2% pour les « autres » ([Tableau 5](#)).

Concernant les subventions en investissement (Annexe 1), entre 2013 et 2015, il est à noter que le montant provenant de la TGAP correspond de deux à trois fois le montant versé par les collectivités ou celui versé par l'Etat. Aussi, la prise en compte des investissements dans l'analyse des financements confirme d'autant plus la part croissante des entreprises (devenue désormais majoritaire avec une représentativité de 44% sur le total des recettes) dans le financement des AASQA ([Figure 13](#), [Figure 14](#)).

3. LISTE DES ANNEXES

Annexes	Titres
Annexe 1	5.1. Annexe 1 : tableau des montants « Fonctionnement et Investissement » [2013-2015]
Annexe 2	5.2. Annexe 2 : comparaison des recettes (fonctionnement et investissement) issues notamment de la DGEC, de la TGAP et des collectivités sur la période [2013-2015]
Annexe 3	5.3. Annexe 3 : tableau des « calculs intermédiaires » sur la période [2009-2015]

ANNEXES

3.1 Annexe 1 : tableau des montants « Fonctionnement et Investissement » [2013-2015]

		2013			2014			2015		
		Montants (k€)	Part du TOTAL national	Part du TOTAL Collège	Montants (k€)	Part du TOTAL national	Part du TOTAL Collège	Montants (k€)	Part du TOTAL national	Part du TOTAL Collège
(a) Etat	Fonctionnement (Subv. 741, Cotisations 756)	16 003	34%	85%	16 833	34%	89%	16 502	32%	88%
	variation N+1 versus N				5%			-2%		
	Investissement	2 763	28%	15%	2 020	24%	11%	2 242	24%	12%
	variation N+1 versus N				-27%			11%		
	Total ETAT (Fonct. + Invest.)	18 766	33%	100%	18 853	32%	100%	18 745	31%	100%
	variation N+1 versus N				0%			-1%		
(b) Collectivités	Fonctionnement (Subv. 742, Cotisations 756)	12 078	26%	89%	11 983	24%	89%	11 901	23%	85%
	variation N+1 versus N				-1%			-1%		
	Investissement	1 559	16%	11%	1 487	18%	11%	2 117	23%	15%
	variation N+1 versus N				-5%			42%		
	Total COLLECTIVITES (Fonct. + Invest.)	13 638	24%	100%	13 470	23%	100%	14 018	23%	100%
	variation N+1 versus N				-1%			4%		
(c) Entreprises	Fonctionnement (Subv. 743, Dons 754, Cotisations 756)	17 599	37%	82%	19 758	40%	82%	22 595	44%	83%
	variation N+1 versus N				12%			14%		
	Investissement	3 985	41%	18%	4 389	52%	18%	4 573	49%	17%
	variation N+1 versus N				10%			4%		
	Total ENTREPRISES (Fonct. + Invest.)	21 583	38%	100%	24 147	42%	100%	27 168	44%	100%
	variation N+1 versus N				12%			13%		
(d) Autres	(Subv. 745, Cotisations 756)	1 461	3%	49%	1 124	2%	67%	932	2%	72%
	variation N+1 versus N				-23%			-17%		
	Investissement	1 493	3%	51%	562	1%	33%	369	1%	28%
	variation N+1 versus N				-62%			-34%		
	Total AUTRES (Fonct. + Invest.)	2 955	5%	100%	1 686	3%	100%	1 301	2%	100%
	variation N+1 versus N				-43%			-23%		
TOTAUX	Fonctionnement (Subventions, Dons et Cotisations)	47 141	100%	83%	49 697	100%	85%	51 931	100%	85%
	variation N+1 versus N				5%			4%		
	Investissement	9 800	100%	17%	8 458	100%	15%	9 302	100%	15%
	variation N+1 versus N				-14%			10%		
	TOTAUX (Fonct. + Invest.)	56 942	100%	100%	58 156	100%	100%	61 232	100%	100%
	variation N+1 versus N				2%			5%		

« Etat » : Ministère de l'Ecologie, autres ministères, établissements publics

« Entreprises » : assujetties ou non à la TGAP

« Autres » : 4^{ème} collège

« Fonctionnement » : somme des montants des subventions d'exploitation, des dons et des cotisations

« Investissement » : montants des subventions en investissement

Tableau 7 : évolution (k€) et répartition (%) des financements en fonctionnement (subventions d'exploitation, dons et cotisations) et en investissement apportés par les 4 collèges sur la période [2013-2015]

3.2 Annexe 2 : comparaison des recettes (fonctionnement et investissement) issues notamment de la DGEC, de la TGAP et des collectivités sur la période [2013-2015]

3.2.1 Evolution des montants globaux

Les recettes de l'AASQA se répartissent principalement selon :

A. Des **crédits de fonctionnement** provenant des 4 collèges :

- Des études (avec ou sans information du public) et des prestations de services (compte 70 du Résultat) ;
- Des subventions d'exploitation (crédits affectées ou non) (compte 74 du Résultat) ;
- Des dons et des cotisations (respectivement compte 754 et 756 du Résultat)

B. Des **crédits d'investissement** provenant essentiellement de la DGEC, des dons de TGAP (entreprises) et des collectivités.

Les recettes « attribuables » [(5), Tableau 8] à un collège spécifique représentent 80% du TOTAL des recettes [(6), Tableau 8 – Fonctionnement (comptes 70+74+75) + Investissement] et proviennent [Figure 17] :

- 1) de l'Etat et de ses établissements publics (30% du TOTAL des recettes en 2015),
- 2) des entreprises (en particulier les dons de TGAP) (46% en 2015),
- 3) des collectivités (23% en 2015),
- 4) du 4^{ème} collège dit « Autres » (2% en 2015)

Sur la période [2013-2015], les **recettes « attribuables »** ont progressé de 8% (près de 4,8 M€). Cette hausse est due pour l'essentiel à la progression des financements issus des entreprises (gain de 6,3 M€ soit +29%), en particulier des dons TGAP (provenant des entreprises assujetties à la « *Taxe Générale des Activités Polluantes* ») qui constituent plus de 93% des montants apportés par l'ensemble des entreprises.

Sur la même période, les financements apportés en fonctionnement et en investissement par la DGEC, les autres ministères et leurs établissements se sont stabilisées (environ 19 M€ par an) ainsi que celles apportées par les collectivités (près de 14 M€ par an) alors que le 4^{ème} collège a divisé de moitié ses financements (perte d'environ 2 M€) (Figure 18).

RECETTES (€)		2013	2014	2015
(1) ETAT et ses établissements publics	Subvention DGEC - fonctionnement	15 205 429	15 800 140	15 264 035
	Part de la subvention de fonctionnement sur le Total ETAT (1) (%)	79%	82%	81%
	Subvention DGEC - investissement	2 763 339	2 018 671	2 242 397
	Part de la subvention d'investissement sur le Total ETAT (1) (%)	14%	10%	12%
	Autres financements en fonctionnement de l'Etat et de ses établissements publics (avec cotisations 756 et financement de prestations 705)	1 253 373	1 433 749	1 403 420
	Part des autres financements en fonctionnement de l'Etat et ses établissements publics sur le Total Etat (1) (%)	7%	7%	7%
	(1) Total Etat	19 222 141	19 252 560	18 909 852
Part du Total Etat (1) sur le Total des recettes "attribuables" (5) (%)		32%	31%	30%
(2) ENTREPRISES	Dons TGAP - fonctionnement	16 022 238	17 826 992	20 466 989
	Part des dons de TGAP en fonctionnement sur le Total Entreprises (2) (%)	69%	64%	70%
	Dons TGAP - investissement	3 984 573	6 467 575	5 291 441
	Part des dons de TGAP en investissement sur le Total Entreprises (2) (%)	17%	23%	18%
	Autres financements en fonctionnement des entreprises (avec cotisations 756, dons 754, par les entreprises et financement de prestations 705 des entreprises)	3 195 130	3 504 799	3 518 738
	Part des autres financements en fonctionnement des entreprises sur le Total Entreprises (2) (%)	14%	13%	12%
	(2) Total Entreprises	23 201 940	27 799 366	29 277 168
Part du Total Entreprises (2) sur le Total des recettes "attribuables" (5) (%)		39%	44%	46%
(3) COLLECTIVITES	Subventions collectivités - fonctionnement	9 054 532	8 910 775	8 804 279
	Part de la subvention de fonctionnement sur le Total Collectivités (3) (%)	64%	64%	61%
	Subventions collectivités - investissement	1 559 378	1 487 252	2 116 973
	Part de la subvention d'investissement sur le Total Collectivités (3) (%)	11%	11%	15%
	Autres financements en fonctionnement des collectivités (avec cotisations 756 et financement de prestations 705 des collectivités locales)	3 529 435	3 557 163	3 500 619
	Part des autres financements en fonctionnement des collectivités sur le Total Collectivités (3) (%)	25%	25%	24%
	(3) Total Collectivités	14 143 345	13 955 189	14 421 871
Part du Total Collectivités (3) sur le Total des recettes "attribuables" (5) (%)		24%	22%	23%
(4) AUTRES	Subventions "Autres" - fonctionnement	1 444 263	1 103 401	925 585
	Part de la subvention de fonctionnement sur le Total "Autres" (4) (%)	44%	57%	68%
	Subventions "Autres" - investissement	1 493 128	561 547	368 815
	Part de la subvention d'investissement sur le Total "Autres" (4) (%)	46%	29%	27%
	Autres financements en fonctionnement des "Autres" (avec cotisations 756 et financement de prestations 705 par les "Autres")	310 885	271 793	72 730
	Part des autres financements en fonctionnement des "Autres" sur le Total "Autres" (4) (%)	10%	14%	5%
	(4) Total "Autres"	3 248 276	1 936 741	1 367 130
Part du Total "Autres" (3) sur le Total des recettes "attribuables" (5) (%)		5%	3%	2%
(5) Total des recettes (Fonctionnement et investissement) attribuables aux 4 collèges		59 815 703	62 943 857	63 976 021
Evolution des recettes "attribuables" sur la période [2013-2015]			5%	2%
Part des recettes "attribuables" aux 4 collèges sur le total des recettes (Fonct. 70-74-75 + Invest.) [= (5)/(6)]		80%	80%	81%
Autres recettes non attribuables à un collège spécifique	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (75, dont Quote-part 757) sauf Dons (754) et Cotisations (756)	14 962 667	15 102 554	15 109 202
	ETUDES ET PRESTATIONS DE SERVICES (70) sauf Etudes, prestations services avec information du public (705)	340 586	347 697	369 329
(6) Total des recettes (Fonctionnement 70-74-75 et investissement)		75 118 956	78 394 108	79 454 552
Evolution des recettes sur la période [2013-2015]			4%	1%

Tableau 8 : répartition et évolution des recettes [Résultat : comptes (70+74+75) + Investissement] sur [2013-2015]

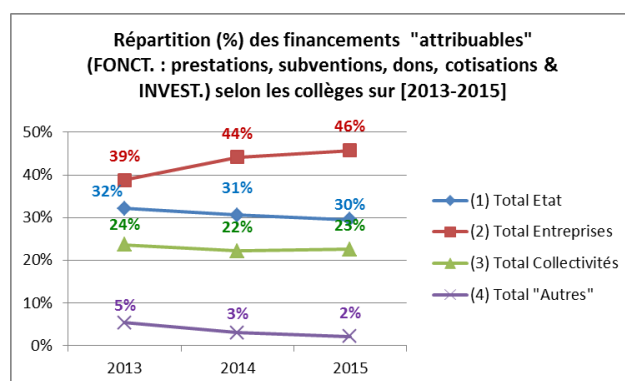


Figure 17 : répartition (%) des financements en fonctionnement (prestations, subventions, dons et cotisations) et en investissement apportés par les 4 collèges sur la période [2013-2015]

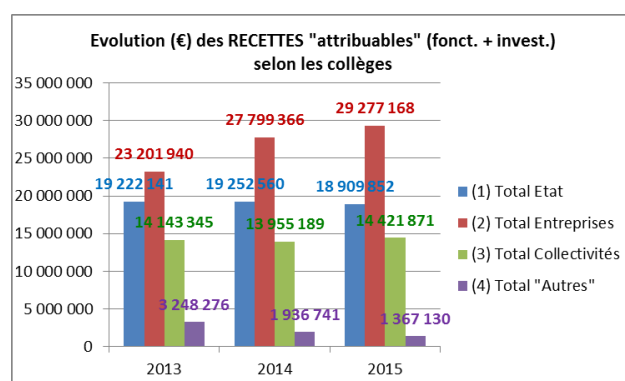


Figure 18 : évolution (€) des financements en fonctionnement (prestations, subventions, dons et cotisations) et en investissement apportés par les 4 collèges sur la période [2013-2015]

3.2.2 Focus sur les subventions en fonctionnement et en investissement (hors prestations, dons et cotisations) apportées par les 3 principaux contributeurs : DGECC, collectivités et TGAP des entreprises assujetties

Les montants des subventions apportées par la TGAP ont progressé de près de 29% entre 2013 et 2015 alors que ceux issues des collectivités et de la DGECC sont restés constants (Tableau 9 et Figure 20).

Aussi, en 2015, la TGAP représente 48% du montant total des subventions contre 32% pour les subventions DGECC et 20% pour les subventions des collectivités (Figure 19).

RECETTES (Fonct. 74 et Invest.) (k€)	2013	2014	2015	
Subvention DGECC - fonctionnement	15 205	15 800	15 264	34%
Subvention DGECC - investissement	2 763	2 019	2 242	23%
(1) Total DGECC	17 969	17 819	17 506	
Part du Total Etat (1) sur le Total des 3 acteurs principaux (5) (%)	37%	34%	32%	
Dons TGAP - fonctionnement	16 022	17 827	20 467	46%
Dons TGAP - investissement	3 985	6 468	5 291	55%
(2) Total TGAP	20 007	24 295	25 758	
Part du Total Entreprises (2) sur le Total des 3 acteurs principaux (5) (%)	41%	46%	48%	
Subventions collectivités - fonctionnement	9 055	8 911	8 804	20%
Subventions collectivités - investissement	1 559	1 487	2 117	22%
(3) Total Collectivités	10 614	10 398	10 921	
Part du Total Collectivités (3) sur le Total des 3 acteurs principaux (5) (%)	22%	20%	20%	
(5) Total des subventions des 3 acteurs principaux [DGECC - TGAP - Collectivités]	48 589	52 511	54 186	
dont fonctionnement	40 282	42 538	44 535	100%
dont investissement	8 307	9 973	9 651	100%

Tableau 9 : répartition des subventions en fonctionnement (compte 74) et en investissement (k€) selon les 3 principaux contributeurs [DGECC – TGAP - Collectivités]

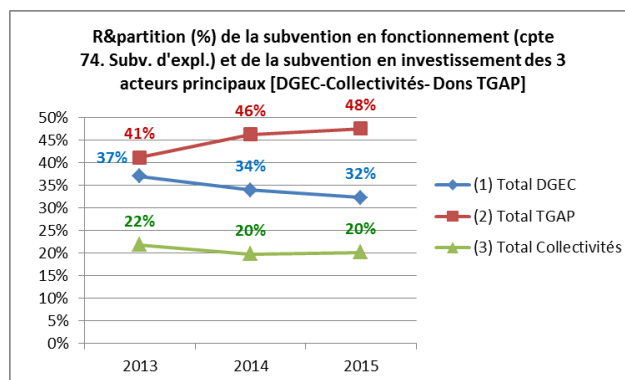


Figure 19 : répartition (%) des subventions en fonctionnement (compte 74 du Résultat) et en investissement apportées par les 3 principaux contributeurs [DGEC – TGAP – Collectivités] sur la période [2013-2015]

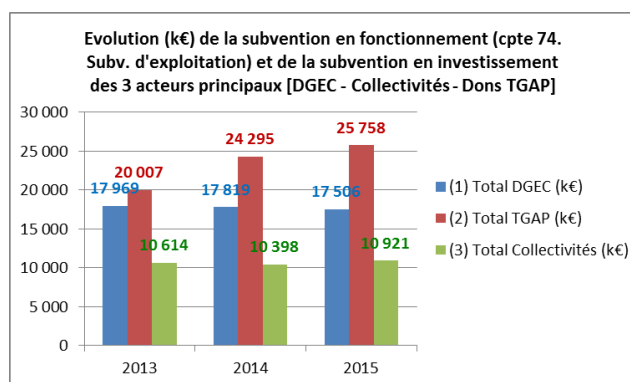


Figure 20 : évolution (k€) des subventions en fonctionnement (compte 74 du Résultat) et en investissement apportées par les 3 principaux contributeurs [DGEC – TGAP – Collectivités] sur la période [2013-2015]

3.3 Annexe 3 : tableau des « calculs intermédiaires » sur la période [2009-2015]

Calculs intermédiaires		Total consolidation national 2009		Total consolidation national 2010		Total consolidation national 2011		Total consolidation national 2012		Total consolidation national 2013		Total consolidation national 2014		Total consolidation national 2015	
Comptes de charges		en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %
60	Achats (fournitures et consommables)	3 338 155,14	8%	3 294 952,19	7%	2 776 793,78	6%	3 068 829,75	6%	3 068 492,24	6%	3 171 240,10	6%	3 226 055,00	6%
611	Sous-Traitance	3 457 381,48	8%	4 089 254,29	9%	3 433 447,04	8%	3 898 314,04	8%	4 222 135,75	8%	4 339 340,18	8%	4 130 273,00	7%
612+613+614+635	Locations & CB	2 452 110,62	6%	2 566 913,57	6%	2 556 717,36	6%	2 516 850,48	5%	2 452 833,66	5%	2 509 890,97	5%	2 618 615,00	5%
615	Entretiens	2 088 194,20	5%	2 180 360,19	5%	2 134 596,42	5%	2 104 337,71	4%	2 436 731,00	5%	2 660 185,86	5%	2 813 315,00	5%
616	Assurances	655 743,03	2%	647 351,04	1%	682 936,33	1%	663 339,96	1%	726 359,92	1%	623 781,49	1%	771 213,00	1%
622	Honoraires	843 245,72	2%	898 958,17	2%	897 245,15	2%	833 008,53	2%	1 044 130,50	2%	1 029 400,28	2%	1 193 338,00	2%
623	Publicités	716 305,27	2%	576 613,95	1%	551 188,69	1%	678 292,77	1%	724 670,40	1%	758 450,29	1%	944 033,00	2%
625	Déplacements	859 471,53	2%	829 008,05	2%	865 544,90	2%	953 316,29	2%	907 999,12	2%	922 841,91	2%	1 056 017,00	2%
626	Postes Télécom	1 170 555,29	3%	1 067 372,40	2%	1 034 531,78	2%	1 004 862,54	2%	1 034 689,28	2%	1 016 161,85	2%	994 760,00	2%
64+621+631+633	Coût salarial global (salaires, taxes, etc.)	26 600 606,53	61%	28 123 242,27	61%	28 669 986,70	63%	31 019 418,65	64%	32 173 097,44	64%	33 495 192,54	64%	35 323 055,00	64%
6-68	Total Charges (hors "Dotations aux amortissements et provisions" (68))	43 701 895,89	100%	45 785 769,73	100%	45 570 294,79	100%	48 145 685,42	100%	50 480 237,25	100%	52 032 327,22	100%	55 370 341,00	100%
Ratios		en valeur	production apparente	en valeur	production apparente	en valeur	production apparente	en valeur	production apparente	en valeur	production apparente	en valeur	production apparente	en valeur	production apparente
Effectifs ETP	Effectifs ETP	442,39		446,75		473,68		488,90		501,62		501,57		528,90	
64+621+631+633	Coût salarial global	26 600 606,53		28 123 242,27		28 669 986,70		31 019 418,65		32 173 097,44		33 495 192,54		35 323 055,00	
Ratios : [64+621+631+633] / Effectifs ETP	Coût salarial global / Effectifs ETP	60 129,31		62 950,74		60 526,07		63 448,02		64 138,39		66 785,89		66 785,89	
70+72+74+75	Produits d'exploitation	49 752 695,61		51 740 288,61		50 361 617,74		55 131 193,73		57 838 846,62		59 528 778,16		62 570 704,00	
60+61+62 (sauf 621)	Consommations intermédiaires	16 203 930,59		16 895 651,50		15 706 647,92		16 455 336,60		17 390 378,12		17 913 274,37		18 626 008,00	
Ratios : 70+72+74+75-60-61-62 (sauf 621)/Effectifs ETP	Valeur ajoutée / Effectifs ETP	75 835,27	100%	77 995,83	100%	73 161,14	100%	79 108,72	100%	80 635,68	100%	82 970,65	100%	83 086,97	100%
Comptes de produits (en valeur)		en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %
70	Etudes et prestations de services	2 962 217,61	6%	3 909 341,54	8%	3 557 809,36	7%	3 350 892,81	7%	3 214 567,39	6%	3 059 033,06	6%	2 948 995,00	5%
72	Production immobilisée	54 801,84	0%	100 542,63	0%	4 537,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	6 261,00	0%
74 (a + b + c + d)	Subventions d'exploitation	37 776 531,67	80%	39 661 426,02	80%	38 644 797,56	79%	40 923 071,52	80%	42 522 444,51	80%	44 673 859,46	79%	46 699 196,00	77%
7411+7412+7413 (affectés et non affectés)	Etat	15 193 492,79	40%	16 605 474,92	42%	16 365 108,51	42%	16 684 232,41	41%	16 001 411,30	38%	16 832 690,91	38%	16 502 343,00	35%
7421+7422+7423 (affectés et non affectés)	Collectivités	9 597 273,49	25%	10 085 610,20	25%	9 473 617,66	25%	9 044 748,80	22%	9 054 532,12	21%	8 910 774,61	20%	8 804 279,00	19%
7431 (TGAP affectée et non affectée)	Entreprises	11 070 745,49	29%	11 697 931,88	29%	11 379 684,35	29%	13 962 959,82	34%	16 022 237,65	38%	17 826 991,97	40%	20 466 989,00	44%
7451 (d)	Autres	1 915 019,90	5%	1 272 409,02	3%	1 426 387,04	4%	1 231 130,49	3%	1 444 263,44	3%	1 103 401,97	3%	925 585,00	2%
75 (hors 757)	Autres produits de gestion courante (hors "Quote-part d'éléments du fonds associatif virée au compte de résultat" (757))	3 016 299,58	6%	2 167 698,21	4%	2 233 782,41	5%	4 215 527,42	8%	4 622 142,15	9%	5 067 831,75	9%	5 491 914,00	9%
757	"Quote part d'éléments du fonds associatif virée au compte de résultat"	5 942 844,91	13%	5 901 280,21	12%	5 920 691,41	12%	6 641 701,98	13%	7 479 692,57	14%	7 529 169,89	14%	7 424 338,00	12%
76	Produits financiers	602 473,86	1%	396 371,86	1%	353 511,70	1%	427 475,54	1%	399 761,05	1%	347 430,51	1%	289 177,00	0%
77	Produits exceptionnels	295 655,63	1%	178 235,32	0%	402 975,23	1%	281 451,96	1%	934 356,04	2%	526 042,73	1%	1 185 425,00	2%
78	Reprises sur amortissements et provisions	1 232 142,61	3%	1 439 168,27	3%	1 773 690,65	4%	1 254 318,71	2%	1 267 503,94	2%	1 766 417,80	3%	2 521 991,00	4%
79	Transferts de charges	1 116 718,98	2%	1 603 363,36	3%	1 913 524,40	4%	980 252,78	2%	1 102 131,48	0%	1 115 403,89	2%	1 225 922,00	2%
total 7 (hors 757)	Total Produits (hors "Quote part d'éléments du fonds associatif virée au compte de résultat"	47 056 841,78	100%	49 456 147,21	100%	48 884 628,31	100%	51 432 990,74	100%	54 062 906,26	100%	56 556 019,20	100%	60 368 881,00	100%
Coût de la surveillance		en valeur	part (%) du total national	en valeur	part (%) du total national	en valeur	part (%) du total national	en valeur	part (%) du total national	en valeur	part (%) du total national	en valeur	part (%) du total national	en valeur	part (%) du total national
6-68-79 [Total charges (6) - Dotations aux amortissements et aux provisions (68) - Transferts de charges (79)]	Coût de fonctionnement (hors 68 et 79)	42 585 176,91	100%	44 182 406,37	100%	43 656 770,39	100%	47 165 432,64	100%	49 901 927,92	100%	50 916 923,33	100%	54 144 419,00	100%
681 [Dotations aux amortissements et provisions (charges d'exploitation)]	Coût d'amortissement (681)	8 097 027,77	100%	8 092 321,82	100%	8 333 291,36	100%	8 814 211,69	100%	9 301 602,83	100%	10 085 372,84	100%	10 162 675,00	100%
Coût par habitant		en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %
Nombre d'habitants	Population	64 304 500,00		64 612 939,00		64 933 400,00		65 453 886,00		65 453 886,00		65 453 886,00		65 468 156,00	
[(6)-(68)-(79)] / population (i)	Coût de fonctionnement (hors dotations aux amortissements et transfert de charges) par	0,66		0,68		0,67		0,72		0,76		0,78		0,83	
(681) / population (ii)	Coût d'amortissement par habitant	0,13		0,13		0,13		0,13		0,14		0,15		0,16	
somme (i+ii)	Coût total par habitant (hors transferts de	0,79		0,81		0,80		0,86		0,90		0,93		0,98	
Coût par km²		en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %	en valeur	en %
Nombre de km²	Superficie	636 955,00		636 955,00		636 955,00		636 955,00		637 328,55		637 328,55		637 328,55	
[(6)-(68)-(79)] / superficie (iii)	Coût de fonctionnement (hors dotations aux amortissements et transfert de charges) au km²	66,86		69,37		68,54		74,05		78,30		79,89		84,96	
(681) / superficie (iv)	Coût d'amortissement au km²	12,71		12,70		13,08		13,84		14,59		15,82		15,95	
somme (iii + iv)	Coût total par km² (hors transferts de charges)	79,57		82,07		81,62		87,89		92,89		95,72		100,90	



direction et secrétariat du LCSQA

INERIS - parc technologique Alata - BP 2 - F60550 Verneuil-en-Halatte

tél. 03 44 55 64 04 - www.lcsqa.org